

**COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

COVID-19 : UNE PRESSION INSOUTENABLE POUR LA CHAÎNE ALIMENTAIRE

IL Y A URGENGE D'AGIR!

Longueuil, 7 mai 2020 – Dans le contexte de la pandémie, l'Union des producteurs agricoles (UPA), Sollio Groupe Coopératif, Agropur Coopérative, l'Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière (AQINAC), le Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ) et Exceldor demandent d'une même voix aux deux paliers de gouvernement, un programme d'aide spécifique au secteur agroalimentaire pour assurer sa viabilité, ainsi que la sécurité alimentaire de la population.

« Le secteur agroalimentaire a su maintenir un approvisionnement continu tout au long de la crise. Mais plusieurs entreprises arrivent au bout de leur résilience. La toute récente annonce fédérale promettant une aide de 252 M\$ est nettement en dessous des besoins formulés par l'ensemble de la filière et la Fédération canadienne de l'agriculture, qui demande un fonds d'urgence estimés à 2,6 G\$. Par ailleurs, les programmes actuels ne répondent absolument pas aux enjeux exceptionnels que nous traversons. C'est induire en erreur les producteurs et les citoyens que de déclarer le contraire, comme le font nos gouvernements. La solution n'est pas non plus de reporter le fardeau sur les épaules des producteurs qui subissent déjà de multiples pressions », a déclaré le président général de l'UPA, Marcel Groleau.

Les mesures de sécurité additionnelles, la fermeture complète ou partielle de maillons importants comme les abattoirs, l'effondrement du marché des HRI (hôtellerie, restauration, institutions), les perturbations sur les marchés et l'enjeu de la main-d'œuvre représentent des coûts importants, voire insurmontables pour des milliers d'entreprises des secteurs de l'agriculture et de la transformation alimentaire. Cette précarité met sous pression l'intégrité de l'offre alimentaire aux citoyens, qui dépend de la capacité de chaque maillon à jouer son rôle efficacement.

« La crise actuelle fait appel à des mesures exceptionnelles. Accomplir notre mission comme producteur agricole et transformateur alimentaire demande que nous ayons accès à des programmes d'aide plus généreux, mieux adaptés et surtout flexibles pour tenir compte de la réalité changeante qu'est celle de coexister avec la COVID-19. En plus de vivre et de réagir aux impacts de la présente crise, nous devons assurer un approvisionnement adéquat et compétitionner sur les marchés. Les aides annoncées à ce jour ne peuvent répondre à l'ensemble des besoins », a continué Ghislain Gervais, président de Sollio Groupe Coopératif.

Les abattoirs du Québec et plusieurs entreprises de transformation ont fait des efforts gigantesques ces dernières semaines pour s'adapter à la situation, par l'adoption de mesures novatrices pour limiter la propagation du virus, assurant un environnement de travail sécuritaire aux travailleurs en collaboration avec les autorités. Une partie des investissements associés à

ces mesures pourront être pris en charge par le nouveau programme d'aide fédérale, mais les importants coûts et pertes de revenus associés à tous ces changements structurels en lien avec la présente crise ne sont toutefois aucunement compensés, même si, paradoxalement, le secteur agroalimentaire est officiellement considéré comme un service essentiel.

« Le contexte sans précédent de la crise de la COVID-19 ajoute à la pression déjà forte qu'exerce la signature des récents accords internationaux. Si les gouvernements estiment que la filière alimentaire est un service essentiel à la population, il faut être conséquent avec les entreprises qui assurent ce service et qui ont mis tous les efforts, tant au niveau humain qu'au niveau financier, pour acheminer les aliments de façon sécuritaire tout au long de la chaîne. Les programmes d'aide ne correspondent pas à la réalité et doivent être adaptés de façon urgente », a poursuivi Roger Massicotte, président d'Agropur Coopérative.

Des programmes de mesures d'aide financière flexibles pour les producteurs agricoles et les transformateurs alimentaires doivent donc être mis en place pour limiter les impacts à long terme sur la chaîne d'approvisionnement et assurer la sécurité alimentaire des citoyens. À titre d'exemple, nos voisins américains, principaux compétiteurs sur nos marchés, ont reçu une aide directe 10 à 12 fois plus importante que celle annoncée par le gouvernement fédéral cette semaine.

« Le secteur agroalimentaire a répondu présent depuis le début de cette pandémie et devra encore contribuer à alimenter la population. Tout le monde est à pied d'œuvre, dans tous les maillons de la chaîne. Malgré tout, les pertes sont majeures et les impacts sont déjà présents et là pour rester, il est donc urgent que les gouvernements s'arriment pour mettre en place un programme d'aide financière direct et exclusif mieux adapté pour soutenir la filière. Les filets de protection actuels ne répondent pas à une situation aussi exceptionnelle que la COVID-19 », a complété Sébastien Lacroix, président-directeur général de l'AQINAC.

« La transformation des aliments est le premier employeur manufacturier au Québec avec plus de 72 000 employés. Les mesures sanitaires et de distanciation sociale occasionnent des coûts supplémentaires en équipements de protection et en adaptation des chaînes de production estimés à 250 M\$ au Québec », a déclaré Sylvie Cloutier, présidente-directrice générale du CTAQ.

Les gouvernements du Québec et du Canada doivent agir dès maintenant pour soutenir l'ensemble du secteur agroalimentaire qui est également créateur d'emplois et acteur économique majeur et essentiel pour la vitalité des régions. Les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par l'importance de consommer des aliments québécois, et la question de la sécurité alimentaire est actuellement mise en évidence par nos décideurs. Il est plus qu'urgent d'être cohérent sur une question aussi essentielle et vitale pour notre société et pour la résilience d'une partie importante de son économie et de ses territoires.

Voici ce que nous proposons concrètement comme solutions pour soutenir les producteurs agricoles et les transformateurs alimentaires :

- **L'augmentation de la couverture du programme Agri-stabilité et Agri-Québec Plus;**
- **La bonification des interventions des programmes Agri-investissement et Agri-Québec;**
- **Un fonds spécifique qui répondrait aux besoins des producteurs et des transformateurs, en ce qui a trait aux pertes de marges sur les marchés;**
- **Une aide spécifique aux petites entreprises dont le marché principal est le HRI;**
- **Une aide au soutien des inventaires et à la congélation;**
- **Un fonds dédié à la promotion des aliments québécois;**
- **Une aide au secteur de la transformation pour couvrir les coûts supplémentaires en équipements de protection et en adaptation des chaînes de production.**

- 30 -

Contacts média :

Patrice Juneau
Conseiller principal, Contenu stratégique et relations médias
L'Union des producteurs agricoles (UPA)
514 702-8591
pjuneau@upa.qc.ca

Hugo Larouche, M.A.P.
Conseiller principal, Communication d'entreprise et affaires publiques
Sollio Groupe Coopératif
514 384-6450, poste 3604
Hugo.Larouche@sollio.coop

Véronique Boileau
Vice-présidente, Communications
Agropur Coopérative
450 878-1844
Veronique.Boileau@agropur.com

Dimitri Fraeys, MBA, Adm.A.
Vice-président, Innovation et affaires économiques
Conseil de la transformation alimentaire du Québec
T 450 349-1521 poste 207 C 514 891-7632
dimitrifraeys@conseiltaq.com

Marie-Claude Durand, agente aux communications et aux événements
Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière
T 450 799-2440 poste 131 C 450 513-3598
marie-claude.durand@aqinac.com

Gabrielle Fallu
Conseillère principale, Relations publiques
Exceldor
T 418 830-5600 poste 4673 C 418 473-2966
gfallu@exceldor.com